

GOUVERNER PAR LA MORT

Récit détaillé de la tuerie d'Iguala au Mexique.

Par John Gibler.

Traduction par Marion Gary et Liuwan,
revue par Paulin Dardel et Alexandre Sanchez

Le 26 septembre dernier, six personnes, dont au moins deux étudiants de l'école normale rurale (la *normal*) d'Ayotzinapa¹, ont été tuées par des membres de la police de l'État du Guerrero dans la ville d'Iguala. Les policiers, de mèche avec les narcotrafiquants locaux, ont tiré sur plusieurs véhicules qui, pour la plupart, se rendaient dans la capitale du Guerrero pour commémorer le massacre de centaines d'étudiants par l'armée en 1968. Après la sanglante fusillade, une répression très violente et une traque policière dans la ville d'Iguala ont provoqué la disparition de 43 étudiants, toujours portés disparus un mois plus tard. Ils auraient probablement été sauvagement assassinés par le crime organisé qui a d'ores et déjà revendiqué la mort de 17 d'entre eux.

John Gibler, journaliste indépendant, s'est rendu dans l'État du Guerrero, quelques jours après le massacre, et a interviewé les étudiants survivants d'Ayotzinapa. Le texte qui suit est la traduction en français d'une conférence qu'il a donnée en octobre 2014 au café zapatiste de Mexico.

Bonsoir à toutes et à tous. C'est un honneur pour moi d'être ici avec vous, au café Comandante Ramona. C'est un espace de lutte et un lieu de vie. Je remercie avant tout votre attention parce qu'écouter est un acte politique et social, qui inspire le respect. Je vous remercie donc par avance pour votre écoute. Et en répétant ce mot, cette idée que je continue à apprendre des *compas* de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), je veux vous transmettre aujourd'hui un travail d'écoute, de celui ou celle qui se déplace sur un lieu de lutte, un lieu de douleur, qui parle avec les gens puis tend l'oreille, et en vient ensuite à partager avec d'autres *compas* ce qu'il a pu écouter.

Plusieurs aspects de la dernière conférence de presse de l'EZLN avec les médias alternatifs, libres, autonomes, etc. m'ont paru déterminants afin de repenser sans cesse mon propre travail. Comme le dit notamment le *compa* sous-commandant Galeano, ceux qui connaissent la situation sont ceux qui en font l'expérience, et il faut aller sur les lieux mêmes pour comprendre comment se déroulent les processus de résistance, comment les populations vivent la douleur

causée par la répression. Il y a aussi une chose qu'a dite le sous-commandant Moisés lorsqu'il s'agit de « faire sienne la douleur » : « *Selon moi, si vous prenez la douleur sur vous, vous allez faire un bon travail.* » Il a aussi souligné que nous qui faisons ce travail de journalisme, nous n'arrivons pas bien à en comprendre l'importance des situations pour les communautés.

Dans cette dynamique du travail fondé sur l'écoute, de celui qui va parler avec les gens qui vivent ces situations, je m'efforce de « faire mienne » cette douleur. Dans ce cas précis, l'intensité de la douleur que j'ai perçue à Ayotzinapa au sein des 43 familles des disparus, des étudiants survivants, des amis et des *compas* des 43 disparus, est inimaginable. On ne peut ni la décrire, ni la mesurer. Moi, je n'ai pas les mots ; ce que j'ai, c'est une absence, une rage, une expérience difficile du langage à travers lequel je veux trouver les mots pour parler de cette douleur.

Commémorer 1968

Je voudrais d'abord revenir sur les faits. Quand je suis arrivé dans le Guerrero, je me suis dit que je voulais à la fois accompagner les mobilisations qui se mettaient déjà en place, et enquêter sur ce qui s'était passé à Iguala. Je suis arrivé la nuit du 3 octobre. À vrai dire – et là je fais mon autocritique –, j'ai trop tardé à venir, je n'ai pas réussi à mesurer l'ampleur de ce qui se passait. J'étais stupéfié, dépassé par les événements, jusqu'à la manif du 2 octobre, ici, à Mexico, où je me suis dit qu'il fallait y aller. Il fallait écouter. Et je suis parti.

J'ai participé aux manifestations, en soutien, et en même temps, je cherchais à parler avec le plus grand nombre de personnes parmi les survivants de l'attaque policière et paramilitaire de la nuit du 26 au 27 septembre. Du coup, je me suis présenté au comité de lutte d'Ayotzinapa, je leur ai remis des exemplaires de mes livres, et leur ai parlé de mon projet de travail. Ils se sont montrés accueillants et m'ont facilité le travail pour coordonner les entretiens de chacun des étudiants survivants présents dans l'école normale rurale.

Cette année, 600 personnes voulaient s'inscrire, et il n'y avait de la place que pour 140 étudiants – c'est d'ailleurs une de leurs revendications constantes : l'augmentation du nombre d'inscriptions, vu l'énorme demande. Sur les 140 étudiants de première année, 22 étaient dans l'école quand j'y suis allé. Rappelons qu'il y a 43 disparus ; les pères et mères de la majorité des autres étudiants, terrifiés, sont venus chercher leurs enfants. J'ai donc pu parler avec ces 22 étudiants et en interviewer 14 parmi ceux présents à ce moment-là. La mini-chronique que je voudrais partager avec vous, c'est donc le résultat de ce que j'ai écouté au fil de ces entretiens. Parce qu'il y a toujours pas mal de confusion dans les médias, et moi, je n'ai pas trouvé l'endroit où déposer tout ce qu'ils ont partagé.

Il faut avant tout rappeler que ce sont des jeunes entre 18 et 20 ans environ. Ça faisait à peine un mois qu'ils avaient entamé leur première année d'étude. Il s'agit d'un internat de garçons, qui proviennent des villages les plus marginalisés du pays, les plus durement frappés au niveau économique et social. Beaucoup sont issus de communautés indigènes ou paysannes. La grande majorité sont fils de paysans et viennent étudier à Ayotzinapa précisément parce qu'ils voient dans cette école le seul chemin possible pour revenir ensuite dans leur village en ramenant quelque chose d'utile.

(...)

Le vendredi 26, on avait promis à ces garçons qu'ils pourraient rendre visite à leur famille dans les villages pour la première fois depuis le début de l'année ; et ils étaient donc tout excités. Mais au dernier moment, on les prévient que non, finalement ce ne sera pas avant le lendemain, samedi. Le vendredi après-midi, vers 15 ou 16 heures, alors que les uns sont aux champs sous le soleil de plomb de l'État du Guerrero et les autres aux répétitions de l'orchestre ou au club de basket, on leur annonce qu'il faut se réunir à 17 heures devant les bus, parce qu'il y a une activité de prévue. L'heure arrive, ils grimpent dans les deux bus et quittent la *normal*. Vers 17 heures, au moment où ces 80 garçons partent, ils ne savent même pas où ils vont. Ils sont un peu déçus parce que leurs proches leur manquent, et qu'ils vont devoir attendre un jour

de plus pour les voir. Mais une fois dans les bus, avec la camaraderie habituelle, ils retrouvent leur bonne humeur ; les discussions vont bon train, les blagues fusent.

Beaucoup sont excités aussi, parce que, pour la majorité d'entre eux, c'est la première activité de lutte de cette première année à Ayotzinapa : on leur explique qu'ils vont aller chercher deux autres bus, pour pouvoir transporter plus de *compas* à la manif du 2 octobre, pour la commémoration du massacre des étudiants de 1968, et que les bus vont être retenus pour un peu plus de temps, pour pouvoir réaliser leurs sorties de terrain. L'idée est donc de faire une collecte d'argent ; la route sera bloquée, et ils sortiront avec des tracts et des tirelires pour demander de l'aide pour financer leurs activités. Dans tous les entretiens que j'ai effectués, j'ai été marqué par le fait qu'ils parlent d'Ayotzinapa avec beaucoup d'amour, d'émotion et de tendresse. Ils ne mentionnent jamais leurs profs, ni leurs cours, mais parlent de leur école, de cet espace, du fait d'être ensemble, et de la lutte.

(...)

Ces *compas* sont donc heureux à l'idée de réaliser leur première action, et aussi d'avoir des bus pour pouvoir faire leur observation de terrain, parce que c'est ce qui les intéresse beaucoup : pouvoir aller dans les villages et assister à des classes, observer des maîtres d'école. Les *normales* rurales n'ont pas de bus pour transporter des centaines d'étudiants jusqu'à des villages très reculés et difficilement accessibles de l'État du Guerrero. C'est de là qu'est née la stratégie de récupérer les bus de luxe qui transitent sur les routes du Guerrero, en annonçant au chauffeur « Vous venez avec nous ». Et ça marche : les chauffeurs conduisent les étudiants et se retrouvent à camper à Ayotzinapa où on leur donne à manger. C'est une stratégie de lutte, de dire « Notre éducation est importante pour nous, et ce qui est important aussi, c'est de pouvoir aller dans les villages, assister aux classes, pour apprendre. »

Guet-apens policier

Le plan est donc d'aller jusqu'à Huitzuc, qui est sur le chemin d'Iguala, parce qu'ils ont eu vent que le gouverneur de l'État du Guerrero, conjointement avec le maire de Chilpancingo (capitale de l'État), a posté des polices anti-émeute pour protéger la gare routière de Chilpancingo où les étudiants vont toujours pour prendre un ou deux bus. D'ailleurs, ils y sont allés la semaine précédente. Donc ce jour-là, ils ont deux bus, et ils en veulent d'autres. Du coup, ils décident de ne pas aller à la gare routière de Chilpancingo, pour ne pas provoquer de violence inutile, selon ce qu'ils m'ont dit. « *On prend un autre chemin, pour détourner l'attention. Et on va jusqu'à Iguala.* »

Ils arrivent à Huitzuc, garent les deux bus, descendent, et commencent la collecte d'argent. La nuit commence à tomber. Il y a pas mal de gens agressifs. Les étudiants m'ont raconté que certaines voitures leur fonçaient dessus. Ils ne voulaient pas ralentir. Non loin de là, juste avant le péage où ils font la collecte, la police fédérale est en train de détourner les bus qui s'apprêtent à passer. En apprenant cela, les *compas* se disent « *C'est la merde, on va pas arriver à récupérer d'autobus, parce qu'ils les dévient avant qu'ils arrivent au péage.* » À

ce moment précis, il y en a un qui arrive et qui va vers Iguala. Ils le bloquent et montent à bord, et disent au chauffeur :

« Vous savez quoi, vous allez devoir nous accompagner ! »

– Ok, c'est bon, mais laissez-moi juste emmener les passagers pour les déposer à la gare routière d'Iguala, répond le chauffeur.

– Pas de problème. »

Un groupe de neuf monte dans le bus, direction Iguala. Pourquoi ce détail est-il important ? Parce qu'à ce moment-là, les étudiants ne connaissent ni le maire d'Iguala ni la présidente du DIF (*Desarrollo integral de la familia*²), ils ne savent pas que la présidente du DIF a des frères liés au narcotrafic, et encore moins que tout ce beau monde organise une soirée de précampagne électorale déguisée sous l'apparence du compte-rendu public des activités du DIF. Les étudiants veulent juste récolter de l'argent, choper deux bus et puis rentrer. S'ils vont jusqu'à Iguala, c'est parce qu'ils ne veulent pas laisser les passagers du bus au bord de la route aussi loin de la ville, et ils décident donc d'aller jusqu'à la gare routière, les déposer puis repartir...

Quand ils arrivent à la gare routière, le chauffeur descend, mais ne remonte pas. Les étudiants commencent à devenir nerveux, parce qu'ils voient le chauffeur passer plein de coups de fil et parler à des collègues. Des agents de sécurité arrivent, commencent à parler au talkie-walkie, et là, les garçons se disent « Merde, il y a quelque chose qui tourne pas rond. » Ils appellent leurs copains par téléphone pour les alerter : « On est à moitié séquestrés dans ce bus, le chauffeur ne remonte pas, venez nous chercher ! » Les deux bus des étudiants partent donc vers Iguala, pour récupérer leurs neuf *compas*, « détenus » dans ce bus, comme ils le disent eux-mêmes. Une fois sur place, ils les font descendre, prennent ensemble deux nouveaux bus, de la compagnie CostaLine et Estrella Roja, et sortent de la gare routière.

Il est alors environ 21 heures. Ils ont cinq bus. Un bus, apparemment suivi d'un autre, prend le chemin le plus court depuis la gare routière (à côté du marché) vers le périphérique sud puis nord, et enfin l'autoroute en direction de Chilpancingo. Le chauffeur d'un troisième bus roule au pas, selon l'un des *compas*. Deux autres bus le suivent. Ils passent par le *zócalo*³, et ensuite par l'avenue Juan N. Alvarez. Il traverse toute la ville d'Iguala en direction du périphérique nord.

Un des *compas* me raconte qu'il perd patience, et demande au chauffeur d'aller plus vite et d'appuyer sur le champignon, parce qu'il faut qu'ils sortent d'Iguala au plus vite, lorsque, soudain, des voitures de police arrivent, et commencent à tirer. Au début, les étudiants pensent qu'ils tirent en l'air, et ils décident de descendre du bus, sans avoir peur des tirs. Ils m'ont dit et répété que jamais ils n'auraient pensé que c'était possible : « Nous, on se bastonne avec la police, on n'a pas peur de se battre avec les flics s'il le faut pour la lutte, on n'a pas peur qu'ils tirent en l'air pour nous effrayer. »

Ils descendent donc du bus, prennent quelques pierres qu'ils commencent à jeter vers les policiers, et tentent de mettre sur le côté une des patrouilles qui bloque le chemin. À ce moment-là, la police fait feu, à tirs tendus. Ils s'en rendent compte, remontent à bord, et s'en vont le plus vite possible sur l'avenue Alvarez. D'autres patrouilles arrivent en tirant de plus belle. À quelques mètres du périphérique nord (...), une

patrouille leur barre la route, ce qui permet au chauffeur, à ce flic, de prendre ses jambes à son cou.

Les deux autres bus arrivent à leur tour (le quatrième et le cinquième, on s'en souvient, ont pris un autre chemin). Les patrouilles qui les poursuivaient arrivent par derrière et sur les côtés, et parviennent à les encercler. Les jeunes du premier bus descendent alors sous les tirs (...) pour repousser la patrouille ; mais deux ou trois autres déboulent et leur tirent dessus. Les étudiants se baissent en continuant de dégager la patrouille juste devant eux, et c'est alors que le *compa* Aldo reçoit une balle dans la tête.

J'ai interviewé plusieurs de ses camarades, et tous disent qu'à ce moment-là, quand ils le voient s'effondrer, tout change. Ils cherchent à la fois à se protéger et à se sortir de là (...). Ils essaient de le relever, mais il y a désormais tant de policiers, les tirs sont si nourris, qu'ils ne peuvent plus ressortir du bus pour aller le chercher. Cette phase de l'opération policière va durer environ une heure et demie. Les *compas* passent alors des coups de fil, envoient des SMS, surtout à ceux de la *normal* et du comité de lutte pour leur dire qu'ils se font tirer dessus, en leur demandant de venir les chercher. C'est important, parce qu'Ayotzinapa est situé à environ 110 km d'Iguala. La base militaire du 27^e bataillon de l'armée fédérale, elle, est située à 3 km. Nous reviendrons sur ces distances.

Massacres et enlèvements d'État

Durant cette heure et demie, les policiers continuent à tirer sur les bus, environ 15 *compas* se jettent sur les planchers entre les sièges du premier bus, tous les témoignages concordent sur le fait que des débris de vitres leur tombent sur les épaules, sur la tête. Les témoignages directs de *compas* affirment avoir vu les policiers municipaux, en uniforme, faire descendre tous ceux du troisième bus, les couchant au sol, sur le ventre, les mains derrière la tête, pour les enfermer dans les paniers à salade. (...) On a déjà à ce moment-là entre 25 et 30 *normalistas* qui sont emmenés de force par des policiers municipaux. (...) À la fin, les policiers tentent de ramasser les douilles, nettoient comme ils peuvent les traces de sang sur la rue, et s'en vont.

Petit à petit, ceux du premier bus se rendent compte que la police est partie, ils sont alors une vingtaine, répartis entre le premier et le deuxième bus. Une ambulance tente d'approcher deux fois, mais la police lui bloque la route. La troisième fois, elle réussit à passer et emmène Aldo. Il y a aussi un autre *compa*, qui vient d'être opéré du poumon et qui, pris de panique, s'est évanoui. (...) Il a été emmené à l'hôpital et s'en est sorti. Durant cette heure et demie, on a des tirs nourris, la terreur, mais aussi les premiers témoignages de la disparition forcée d'au moins 30 *compañeros*.

Peu de temps après, deux vans arrivent d'Ayotzinapa, à 110 km de là, disent qu'il faut veiller sur le lieu du crime et sécuriser la zone, commencent à chercher les douilles, en posant des petites pierres autour et autour des taches de sang, pour conserver les preuves de l'attaque. Eux, à ce moment-là, pensent qu'il s'agit d'un assassinat parce qu'ils ne sont au courant que de la situation d'Aldo. Des gens du quartier et quelques journalistes locaux d'Iguala commencent à ar-

river. Il est environ minuit, ils mettent en place une sorte de conférence de presse avec le secrétaire général du comité d'Ayotzinapa, l'interview dure à peine quatre minutes et demie, quand soudain, des rafales de tirs crépitent.

Personne n'a vu qui a tiré, sauf un témoin, un seul, qui était assis non loin de là, près des bus. Il a vu une voiture blanche passer, au moins trois fois, très lentement, puis c'est une Ranger noire qui est passée, elle aussi très lentement. Lui, il faisait comme s'il regardait vers le bas, vers son portable, mais quand il a regardé à nouveau, il a vu trois hommes vêtus de noir, cagoulés, qui ont commencé à tirer avec des mitraillettes posées sur la hanche, des rafales à la barbare, sans viser personne en particulier, simplement pour faire dégager tous ceux qui étaient là. J'ai interviewé deux journalistes qui étaient présents à ce moment-là, ils m'ont prêté leur matériel, j'ai vu la vidéo, j'ai écouté la bande-son, il n'y a aucun doute : ils font irruption au milieu de la conférence de presse et se mettent à tirer à bout portant. Ils tuent deux personnes. C'est le chaos absolu, tout le monde s'enfuit comme il peut.

À partir de là, les récits des survivants font état de leur angoisse pour trouver un endroit où se réfugier, des histoires pleines de solidarité, sauf une – cruelle – qu'on va raconter plus bas. La plupart des histoires, heureusement, sont celles de gens ordinaires qui ouvrent les portes de leur maison et les aident à se cacher... et la nuit s'écoule ainsi jusqu'au petit matin.

Vers 5 heures du matin, la police de l'État trouve des étudiants qui s'étaient cachés, elle leur promet qu'elle va les sortir de là, mais les emmène à la *procuraduría*⁴. Commence alors une vaste opération de recherche des étudiants par SMS. Au début, chacun refuse de sortir, mais sous la promesse qu'ils vont pouvoir déposer une plainte, ils affluent des quatre coins de la ville vers la *procuraduría*. Là, ils reçoivent pas mal de visites, de l'organisation des professeurs du Guerrero (CETEG) et aussi de gens d'Iguala, qui arrivent avec de la nourriture, du café, de l'*atole*⁵, pour les soutenir.

Revenons à la scène des deux fusillades, entre Juan N. Alvarez et le périphérique nord. On a deux *compañeros* assassinés de sang-froid, leurs corps abandonnés sur la route durant près de cinq heures. Des journalistes de Chilpancingo arrivent, ainsi que d'autres étudiants et des professeurs de la CETEG, aux alentours d'1h30 ou 2h du matin, et il n'y a plus personne, excepté quelques soldats ici et là. L'armée est à 3 km de là, mais n'est intervenue à aucun moment durant les attaques qui auront duré presque 4 heures. Il faut bien avoir à l'esprit d'un côté la présence et les agissements de la police municipale, des hommes vêtus de noir, encagoulés, et, de l'autre, l'absence de l'armée fédérale. Pour moi ce ne sont pas des choses séparées, isolées ; elles font partie d'un même ensemble. Une petite information encore : j'ai ici une photo de la soirée du DIF du 26 septembre, une soirée ahurissante par son étalage grotesque de luxe, de fleurs et de matériel son et lumière, tout ça pour un simple compte-rendu du DIF. Sur la photo, on voit, assis au premier rang, José Luis Abarca (maire d'Iguala) et à ses côtés, le colonel chargé du 27^e bataillon de l'armée fédérale, Juvenal Mariano García. Ce colonel qui n'est jamais intervenu pour protéger la zone, pour apporter un quelconque soutien ou pour chercher les étudiants disparus, enlevés de force par la police.

Faire sienne la douleur

Je voudrais ici souligner plusieurs choses. D'abord cette indication du *compa* sous-commandant Moisés de « faire sienne la douleur ». Moi, je suis arrivé dans la nuit du 3 octobre, et le 4, je vais à Ayotzinapa où a lieu une sorte de conférence de presse. C'est à ce moment-là qu'est révélée l'existence de fosses communes. Avec plusieurs personnes de la presse locale, on s'est dirigés vers le lieu, ça a été terrible. On est rentrés, et le soir même, il y a eu une manifestation devant la mairie. Un père de famille dont le fils a disparu s'est soudain mis à crier. On va d'ailleurs écouter sa parole. Sans répéter ce qu'il va dire, ça a été pour moi le premier contact avec cette douleur.

Les jours suivants, quand ils ont organisé des mobilisations, je suis allé voir l'organisation des pères et mères de famille. Je leur ai demandé l'autorisation de les interviewer et ils m'ont répondu que non, qu'ils étaient fatigués de faire des interviews qui ne donnaient rien. Quand je suis allé à cette manifestation où a été lue la liste des 43 noms et que les gens criaient « *Vivants, ils les ont enlevés vivants, on les veut vivants !* », la douleur prenait tout la place. Elle transpirait sur ces visages, dans l'allure de ces parents, de ces amis qui campent depuis plus de 20 jours à Ayotzinapa, sur le terrain de basket couvert d'un haut toit de tôle qui laisse passer l'air, plus ou moins frais. (...)

Je voudrais juste évoquer le respect face à cette douleur, qui nous mène vers la lutte, qui fait qu'on est ensemble et qu'on ne va pas tomber dans les campagnes de haine, de mépris, de criminalisation menées par ceux qui se disent gouvernants. (...) Il y a d'un côté des vitres brisées, quelques pétards de feux d'artifice, quelques Molotov. Mais qui nous pousse à ça ? On a 43 fils disparus, six personnes assassinées, une personne dans le coma, une vingtaine de blessés, un nombre incalculable de gens terrorisés – face à ça je ne peux émettre aucun jugement, juste un soutien, un accompagnement. Un bon chroniqueur d'une radio locale de Chilpancingo me disait « *Le gouverneur (de l'État du Guerrero) les a montrés du doigt, les a "satanisés" avec une campagne de haine, en ramenant sur le tapis qu'Ayotzinapa ne serait qu'un vivier de guérilleros, de vandales, de criminels* ». (...)

Lutte de classes, à mort

Il s'agit, on l'a vu, d'étudiants provenant de villages directement victimes d'un mépris de classe et de racisme, où survivre, se connaître vraiment, est en soi un des chemins de la lutte. Les médias oublient que le 12 septembre 2011, une demi-heure avant de commencer une collecte d'argent, sur la route d'Acapulco, dans la ville de Chilpancingo, la police avait déjà tiré sur eux et tué deux personnes. Il y a eu aussi cette manif à Iguala, il y a environ un an, alors qu'était porté disparu l'activiste Arturo Hernández Cardona. Les étudiants d'Ayotzinapa étaient venus soutenir son organisation et sa famille pour exiger de le revoir vivant. Sur le trajet de la manif, la photo de son cadavre, présentant des traces de torture et accompagné d'une banderole des narcos, avait été révélée. La rage explosa alors, les *compañeros* se dirigeaient vers la présidence municipale, cassaient des vitres, peignaient des tags,

détruisaient du matériel. Qui sont les criminels ? Quels sont les actes de violence ? L'État condamne le fait de casser une vitre ou peindre un mur, mais ne réfléchit pas à deux fois avant de tirer à bout portant sur les gens.

Il y a une preuve flagrante de cette campagne de mépris et de l'abîme qui sépare les classes. Au cours des interviews, j'ai entendu le témoignage de plusieurs *compas* qui se sont réfugiés dans une clinique. Vingt minutes après, ils m'ont raconté que l'armée a débarqué. Sur le moment, ils pensaient que l'armée allait les aider, puisque c'est par la police qu'ils ont été attaqués. Ils ont donc ouvert les portes. Les agents, armés, sont entrés et ont obligé tout le monde à s'asseoir par terre, à leur remettre leur portable, puis les ont réprimandé. « *C'est pas comme ça que ça se passe, les enfants... C'est pas comme ça qu'on montre à ses parents comment on réussit bien à l'école, c'est en leur montrant de bons bulletins de notes... Quand on cherche des problèmes, voilà ce qui arrive.* »

Pendant ce temps, un *compa*, qui avait reçu une balle dans la mâchoire et qui saignait abondamment, a sorti son portable et a pu écrire « *Je suis en train de mourir. Sortez-moi de là. J'ai besoin d'un médecin.* » Un docteur est arrivé, le directeur de cet hôpital privé, et a dit – je reproduis textuellement ses mots : « *Ça ne relevait pas de ma responsabilité, ils sont entrés agressifs, ont cassé des vitres, ont sali tout l'espace...* » (...) Il m'a aussi dit qu'il avait appelé la police. Ses deux secrétaires ont menti aux étudiants en leur disant que c'était un centre d'imagerie médicale, qu'il n'y avait pas de médecins.

(...)

Il a continué : « *Bon, après, eux, ils se mettent dans des affaires d'adultes. Et ça, ça va leur retomber dessus, à tous ces ayotzinapos.* » Moi, je prenais des notes, n'arrivant pas trop à croire ce que j'entendais. L'amie qui m'accompagnait, Marcela, a eu l'intelligence de lui répondre : « *Pourvu que non.* » Et ce soi-disant chirurgien rétorque : « *Pourvu que si.* » Ça, ça m'a énervé et je lui ai dit : « *Ah ! donc pour vous, ce qui est bien, c'est de tuer des gens, leur arracher les deux yeux, démembrer leurs corps et les incinérer ?* » Il m'a regardé droit dans les yeux, la chemise bien repassée, un tableau de Rembrandt derrière lui, « *Le retour du fils prodigue* », et m'a dit : « *Oui, j'avoue que oui.* » Je me suis dit : « *Voilà le vrai visage du massacre. J'ai devant moi les yeux de la tuerie.* »

C'est cette classe de gens qui peut affirmer ça, sans le moindre sourcillement, et c'est là qu'il me semble être la frontière, celle de l'horreur. Ce truc de dire que c'est « inhumain », c'est encore leur concéder trop d'humanité. Des mots comme barbares ou barbarie ne me plaisent pas trop à cause de leur histoire coloniale : ce sont les Européens qui les ont utilisés pour disqualifier toute l'humanité, les peuples indigènes, des terres d'Afrique ou des Amériques. Je n'arrive qu'à des mots comme « horreur », qui contiennent la cruauté et ne renvoient pas seulement à l'insensibilité, mais plutôt à une sorte de jouissance face à la douleur de l'autre. J'ai vu les yeux de ce chirurgien qui, un sourire aux lèvres, affirmait : « *C'est ce qui va leur arriver. Pourvu que oui.* »

(...)

Personnellement, touché par la profonde douleur des témoignages, je me suis souvenu du communiqué du 8 mai, dans lequel le sous-commandant Marcos citait un *compañero* zapatiste au sujet de l'assassinat du maître d'école Galeano⁶ : « *Heureusement que l'on est zapatistes, sinon, nous aurions cherché vengeance. Nous, on ne veut pas de vengeance, on veut la justice.* » Moi, je n'ai pas de réponse sur ce qu'est ou doit être cette justice. Je crois que, dans le contexte de La Realidad, ce sont les *compas* de La Realidad qui nous répondront, et que, dans le contexte d'Ayotzinapa, ce sont les étudiants, les familles, qui nous diront quel est ce chemin.

J'avais envie de partager avec vous cette réflexion des Zapatistes, cette distinction selon moi si urgente entre vengeance et justice. Et, oui, je crois aux actions des *compañeros* d'Ayotzinapa, aux manifs, au fait d'entrer dans la soi-disant *procuraduría* de l'État de Guerrero, dans les bureaux, avec les photos des disparus et de les coller partout dans l'immeuble. C'est ce qu'ils ont fait, et quand ils sont entrés, les bureaucrates étaient devant leur écran : ils leur ont mis les photos devant les écrans, ils ont mis le feu à un immeuble et ont crié « *Non à l'impunité.* » C'est un véritable effort, qui naît sur un abîme de douleur, un abîme de rage, une tentative d'obtenir la justice sans chercher à se venger.

Conférence de John Gibler,
Café Comandante Ramona, Mexico, octobre 2014

ANNEXE 1 :

LA GUERRE DE LA DROGUE

John Gibler, journaliste d'investigation et activiste, offre une analyse inédite – à l'opposé du traitement sensationnaliste habituel – des rouages de la « guerre de la drogue » (*la narco-guerra*) qui sévit depuis 2006 au Mexique, dans son ouvrage *Mourir au Mexique. Au cœur de la guerre de la drogue*⁷.

Il traite de l'utilisation politique, par le gouvernement mexicain et américain, de cette guerre impulsée par l'ex-président Felipe Calderón en 2006, et qui se poursuit sous la présidence actuelle d'Enrique Peña Nieto.

Il rappelle quelques données montrant que la drogue est – et a toujours été – un pilier de l'économie capitaliste mondiale. Le marché des drogues illégales pénètre l'économie nationale à tous les niveaux : il rapporte des profits compris entre 350 et 500 milliards de dollars par an, réinjectés après blanchiment dans l'économie capitaliste légale (donnée de l'ONU, 2009). L'armée mexicaine et la police fédérale administrent le trafic de drogue depuis des décennies, l'argent de la drogue remplit les coffres des banques mexicaines, et les profits des trafiquants sont estimés entre 30 et 60 milliards de dollars par an au Mexique, rivalisant avec ceux du pétrole.

Au vu de ces données, et des intérêts politiques et économiques qu'elles mettent en évidence, Gibler montre comment le dispositif lancé par le gouvernement n'est pas une guerre « contre la drogue », mais plutôt une mascarade visant, entre autres, à éliminer certains cartels et ainsi favoriser la montée de mafieux « amis », liés à ses intérêts.

Cette guerre a fait plus de morts qu'en Irak – son échec est amplement reconnu et dénoncé parmi la société civile mexicaine et la communauté internationale. On estime actuellement à 120 000 le nombre de morts liés à cette guerre depuis son origine. Les pertes civiles concernent l'ensemble de la population. La militarisation intensive du territoire, la corruption, l'instauration d'une justice « expéditive » – exercée de façon arbitraire par des paramilitaires et des hommes de main –, le contrôle social, la criminalisation des mouvements sociaux, des opposants politiques et des secteurs précaires de la population, semblent être non seulement les effets, mais aussi les objectifs de cette guerre. L'impunité semble par ailleurs structurelle, puisque seuls 5 % des meurtres liés à cette guerre font l'objet d'une enquête par le gouvernement (*La Procuraduría General*).

À travers son travail de terrain auprès d'acteurs de la société civile, qui brisent au quotidien la loi du silence et s'organisent à la base pour contrer ses effets – militants, journalistes, familles de victimes, organisations de droits de l'homme, collectifs – John Gibler restitue les versions populaires de cette violence d'État qui sévit depuis des années. Il leur dédie ce livre ainsi : « *Les récits et les voix de ceux qui se rebellent contre le silence et la mort anonyme sont au cœur de ce livre.* »

Qu'y a-t-il derrière cette logique de mort et de silence forcé sur lesquels repose la guerre du narco au Mexique ?

NOTES

1. Les écoles normales rurales sont des universités de formation des maîtres d'école. Fondées à l'époque du président Lázaro Cárdenas et situées dans des régions pauvres du Mexique, les jeunes gens qui y étudient sont issus des communautés paysannes et indigènes avoisinantes. Toutes les écoles normales rurales au Mexique sont rattachées à la FECSUM, la Fédération des étudiants paysans et socialistes du Mexique, historiquement très combative.

2. Institution publique mexicaine supposée d'aide sociale. À Iguala, la présidente du DIF est l'épouse du maire et briguit la succession à la mairie. Les deux ont pris la fuite après le massacre.

3. Place principale de la ville.

4. Établissement judicio-policière qui n'a pas d'équivalent en France, sorte de commissariat central qui dépend directement du bureau du procureur.

5. L'*atole* (du nahuatl *atolli*, diminutif péjoratif du mot *atl*, qui signifie « eau ») est une boisson chaude sucrée à base de farine très fine de maïs ou de Maizena (qui peut contenir des saveurs ajoutées) diluée puis cuite dans de l'eau pour en augmenter la viscosité, la parfumer et la rendre plus nutritive.

6. Le 2 mai 2014, au cours d'une attaque menée par la CIOAC-H, organisation paramilitaire indigène proche du gouvernement chiapanèque, Juan Luis Solís, dit Galeano, membre d'un des cinq centres régionaux zapatistes au Chiapas (*caracol*) de La Realidad, est assassiné. Outre une quinzaine de blessés, une école et une clinique, dernières initiatives en date de l'EZLN, furent également détruites. Voir <http://www.monde-libertaire.fr/international/17200-les-deux-morts-de-galeano> et le communiqué de l'EZLN.

7. Éd. City Lights Books, 2011. En cours de traduction, à paraître aux éditions CMDE en octobre 2015 (www.editionscmde.org).

CHRONOLOGIE EXHAUSTIVE

D'AYOTZINAPA

26 SEPT. - 26 NOV. 2014

JEF KLAK / 4 DÉC. 2014

WWW.JEFKLAK.ORG

SOURCE : ANIMAL POLITICO

TRADUCTION : DAVID GABORIEAU, PAULINE BURTIN, ANNABELA TOURNON, MARION GARY

26 septembre

Des étudiants de l'École Normale d'Ayotzinapa réquisitionnent deux camions pour aller à Iguala, où ils en prennent deux autres, et s'apprêtaient – selon des témoignages étudiants – à réquisitionner les deux camions qui leur manquaient pour se rendre sur la Costa Chica de Guerrero, ceci afin d'envoyer une délégation jusqu'à la ville de Mexico pour la marche commémorative du 2 octobre. Mais une fois à Iguala, le maire José Luis Abarca, craignant qu'ils ne viennent perturber la cérémonie publique organisée par son épouse, María de los Ángeles Pineda, ordonne à la police municipale, appuyée par la police de Cocula, de les arrêter.

Six personnes sont mortes pendant les faits, parmi elles trois étudiants de l'École Normale, 25 ont été blessés et 43 autres ont disparu.

30 septembre

22 policiers sont arrêtés, soupçonnés d'avoir participé à l'assassinat de 6 personnes à Iguala. Ils sont transférés au centre de détention de Las Cruces, dans l'agglomération d'Acapulco, où ils seront jugés pour homicide.

Iñaky Blanco Cabrera, Procureur général de la Justice (PGJ) du Guerrero, confirme le jour même que les faits de violence à Iguala résultent d'un usage excessif de la force de la part de ces 22 policiers.

Le Maire d'Iguala, José Luis Abarca, sollicite un délai de 30 jours pour que la Police municipale mène à bien ses investigations, demande approuvée à l'unanimité par le conseil municipal.

Jusqu'ici, le fonctionnaire local et son épouse sont toujours en fuite.

1^{er} octobre

Le gouverneur Ángel Aguirre Rivero prononce une demande de mise en examen à l'encontre du Maire d'Iguala, José Luis Abarca Velázquez.

Le fonctionnaire d'État écrit sur Twitter: « Il a également été décidé de la mise en examen de Felipe Flores, directeur adjoint au maire pour la sécurité publique. »

3 octobre

L'Organisation des Nations Unies condamne la disparition des 43 étudiants. L'organisme international décrit l'incident comme « l'un des événements les plus graves de la période récente. »

4 octobre

Alors que les recherches pour retrouver les étudiants sont en cours, le bureau du procureur de l'État du Guerrero confirme la mise à jour de seize fosses clandestines dans le secteur de Pueblo Viejo y Loma de Coyote, à Iguala (à 30 minutes du lieu où se déroula l'agression des étudiants). On découvre par la suite que ces fosses contiennent 28 corps.

Le procureur général/le parquet (PGR) prend en charge l'affaire des étudiants, 10 jours après leur disparition. À partir de cet instant, le bureau du procureur de l'État du Guerrero ne fait que collaborer à l'enquête.

5 octobre

S'appuyant sur les déclarations de deux membres présumés du cartel Guerreros Unidos, le procureur de l'État du Guerrero annonce que des policiers d'Iguala auraient remis 17 étudiants à l'organisation criminelle, et que ceux-ci auraient été assassinés à proximité des fosses découvertes. Dans le même temps, le Conseil Politique National du Parti de la Révolution démocratique (PRD) décide à l'unanimité d'expulser de ses rangs José Luis Abarca, le maire d'Iguala en fuite.

6 octobre

Onze jours après la disparition des jeunes étudiants, le président Enrique Peña Nieto s'exprime pour la première fois. Le chef de l'État déclare : « Comme l'ensemble de la société mexicaine, en tant que Président de la République, je suis profondément indigné et consterné par les informations qui nous sont parvenues tout au long de cette semaine ».

Le jour même, la Commission interaméricaine des Droits Humains (CIDH) demande à ce que l'État mexicain prenne les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des étudiants de l'école rurale « Raúl Isidro Burgos » d'Ayotzinapa.

Dans le même temps, des effectifs de la gendarmerie prennent en charge la sécurité de la municipalité d'Iguala, selon les informations du Directeur général de la Police, Monte Alejandro Rubido.

Murillo Karam assure qu'il prendra en charge l'enquête sur les étudiants disparus.

Le gouverneur de l'État du Guerrero, Ángel Aguirre, affirme avoir donné l'ordre de placer en détention les 22 policiers municipaux d'Iguala.

7 octobre

L'Organisation des États américains (OEA) qualifie d'inhumain et d'absurde le meurtre des 6 personnes à Iguala et demande au Mexique la conduite d'une enquête complète et transparente. L'agence locale de l'ONU exhorte l'État mexicain à rechercher activement les jeunes disparus, exécutés la nuit du 26 septembre par des policiers municipaux d'Iguala et des membres du cartel local Guerreros Unidos lors d'une attaque conjointe. La chambre des députés annonce la création d'une Commission spéciale chargée du suivi de l'enquête dans l'affaire Ayotzinapa.

Les étudiants de l'École Normale occupent le bureau du procureur général de la justice de l'État, à Chilpancingo, la capitale du Guerrero. À l'intérieur, ils tapissent les murs des portraits de leurs camarades, disparus entre le 26 et le 27 septembre, à Iguala, État du Guerrero.

8 octobre

Après avoir exigé des mesures de protection à l'égard des survivants et des familles des disparus d'Ayotzinapa, Amnesty International (AI) publie huit recommandations à l'attention du gouvernement de Peña Nieto pour que son administration accélère l'enquête en cours sur la disparition des 43 étudiants de l'École Normale d'Ayotzinapa, à Iguala, état du Guerrero.

La première Journée d'Action nationale et internationale pour Ayotzinapa a lieu. « Nous ne pouvons pas accepter un mort de plus ! » Des milliers de personnes défilent au Mexique et dans le monde pour les étudiants disparus.

9 octobre

Les pouvoirs publics de l'État du Guerrero rencontrent pour la première fois les membres de la récente Commission civile pour l'Activation et la Surveillance dans la Recherche des 43 Étudiants de l'École Normale d'Ayotzinapa [Comisión civil del impulso y seguimiento a la búsqueda de los 43 estudiantes de la normal de Ayotzinapa].

10 octobre

Le procureur Murillo Karam annonce que quatre autres personnes ont été arrêtées suite à la disparition des étudiants de Ayotzinapa et que quatre nouvelles fosses communes clandestines ont été localisées à Iguala, dans l'État du Guerrero.

Ce fonctionnaire fédéral avance les chiffres suivants : 34 personnes détenues – dont 26 policiers d'Iguala, quatre membres du groupe criminel Guerreros Unidos, et les quatre nouvelles personnes détenues ce jour-là – ainsi que neuf fosses clandestines localisées dans cette ville du Guerrero où la police aurait assassiné 17 jeunes.

Murillo Karam déclare que le maire de Iguala, José Luis Abarca, son épouse ainsi que le secrétaire de sécurité publique [directeur adjoint au maire pour la sécurité publique] de la municipalité, Felipe Flores, sont toujours recherchés.

13 octobre

Des étudiants de l'école d'instituteurs d'Ayotzinapa incendient plusieurs bureaux du Palais du gouvernement de Guerrero, et les installations de l'hôtel de ville de Chilpancingo.

Des collectifs de la UNAM appellent à une grève de 48 heures pour demander la restitution en vie des 43 étudiants.

14 octobre

Les délégués du Procureur général (PRG), la commission nationale de sécurité (CNS) et l'agence des investigations criminelles de la PRG (AIC) confirment que les forces fédérales ont arrêté 14 autres policiers impliqués dans la détention, le transfert et la livraison au groupe criminel Guerreros Unidos des 43 étudiants de l'école d'instituteurs d'Ayotzinapa, le 26 septembre dernier.

Le responsable de la PGR confirme que les 28 corps découverts dans les premières fosses d'Iguala ne sont pas ceux des étudiants.

16 octobre

Croissance de la mobilisation étudiante en faveur des étudiants disparus d'Ayotzinapa. Dans les principales universités publiques du pays, une grève de 48 heures en « solidarité » avec les étudiants d'Ayotzinapa a débuté mercredi, soutenue par les assemblées étudiantes des 30 écoles et facultés de la UNAM, de l'Universidad Autónoma Metropolitana, de l'Universidad Pedagógica Nacional et de l'Universidad Autónoma de Chapingo.

Peña Nieto fait de nouveau référence aux jeunes gens disparus dans l'un de ses discours ; il assure que c'est une priorité pour l'État de le retrouver.

17 octobre

Le procureur général (PGR) annonce que les forces fédérales ont arrêté celui qui est considéré comme le principal leader du groupe de narcotrafiquants impliqué dans la disparition des 43 étudiants.

Sidronio Casarrubias Salgado, tenu pour le leader de l'organisation Guerreros Unidos, a été arrêté un jour avant (le 16) avec l'un de ses hommes les plus proches.

Murillo Karam met à jour les chiffres connus : 36 policiers des municipalités d'Iguala et de Colula sont détenus, ainsi que 17 membres du crime organisé. De même, le fonctionnaire fédéral précise que trois nouvelles fosses ont été découvertes à Iguala.

Le prêtre défenseur des droits des migrants, Alejandro Solalinde, affirme que les étudiants sont bien morts, et qu'en outre certains ont été brûlés vivants, selon deux témoignages qu'il a recueillis. « Ils étaient blessés, et tout blessés qu'ils étaient, ils ont été brûlés vivants, avec du diesel. Cela finira par se savoir. On dit même qu'on leur a mis du bois dessus, certains étaient en vie, d'autres morts », déclare le prêtre de 69 ans à l'agence de presse Nóvosti.

19 octobre

Les forces fédérales prennent le contrôle de la sécurité dans 13 municipalités qui auraient été infiltrées par le crime organisé ; la police municipale est désarmée.

20 octobre

La PRG offre une récompense allant jusqu'à 500 000 pesos à qui apportera de bonnes informations, utiles à la localisation de chacun des 43 étudiants disparus.

Un groupe de 5 individus cagoulés incendie les bâtiments occupés par les bureaux de « Guerrero réalise ce qu'il promet [Guerrero cumple] », le programme d'assistance publique le plus important, à l'initiative d'Angel Aguirre Rivero. Les étudiants instituteurs se désolidarisent de ces actions.

Après sa rencontre avec les autorités fédérales, le représentant des familles des 43 disparus affirme ne pas avoir confiance dans les enquêtes réalisées, et ne pas être satisfait des progrès de la PGR dans ces enquêtes.

22 octobre

La PGR découvre une nouvelle piste : José Luis Abarca et son épouse María de los Ángeles Pineda ont agi en complicité avec le groupe criminel Guerreros Unidos ; cette dernière serait même l'une de ses principales membres.

Murillo Karam confirme que c'est Abarca qui a donné l'ordre d'attaquer les étudiants. Des citoyens du Mexique et du monde entier répondent

de concert à l'appel d'une journée mondiale de soutien pour Ayotzinapa. À l'issue d'une ample manifestation à Mexico, les parents des étudiants disparus déclarent aux autorités qu'ils leur donnaient deux jours pour retrouver les étudiants.

23 octobre

Le gouverneur Ángel Aguirre demande plus de marge de manœuvre dans l'exercice de ses missions. Le guerrerense explique qu'il s'agit là d'une question de responsabilité afin qu'il puisse continuer de servir son entité. La demande du fonctionnaire d'État est « motivée pour favoriser un climat propice à ce qu'une solution soit trouvée, aujourd'hui même », conclut-il.

24 octobre

Le secrétaire d'État, Miguel Ángel Osorio Chong, annonce qu'à la demande du Président, Guerrero serait protégé afin de prendre soin de la population et de garantir la sécurité.

25 octobre

Le matin, le Congrès du Guerrero valide la démission du gouverneur Ángel Aguirre.

Des étudiants de 80 facs et écoles de Mexico, regroupées au sein de l'Assemblée interuniversitaire, appellent à une 3e Journée d'action nationale et internationale et à une grève suivie de mobilisations nationales le 5 novembre, pour exiger que les 43 étudiants d'Ayotzinapa soient retrouvés vivants.

26 octobre

Cela fait un mois que les étudiants ont disparu. Salvador Rogelio Ortega Martínez remplace Ángel Aguirre Rivero au poste de gouverneur de l'État de Guerrero pour terminer le mandat 2014-2015. Lors de sa 1re allocution, il assure que la priorité de son administration sera d'intensifier les recherches des 43 étudiants disparus.

Des étudiants d'Ayotzinapa bloquent vers midi l'autoroute Mexico-Acapulco dans les deux sens, pour protester contre la disparition de leurs camarades.

27 octobre

Le procureur Murillo Karam informe, lors d'une conférence de presse, que deux des quatre dernières personnes arrêtées dans l'affaire ont recon-

nu avoir reçu un groupe important d'individus qui pourraient bien être les étudiants d'Ayotzinapa. Après leur première réunion de travail, Rogelio Ortega, le nouveau gouverneur du Guerrero, et le président Enrique Peña Nieto donnent une conférence de presse au palais présidentiel de Los Pinos: ils s'engagent à tout mettre en œuvre pour rechercher les étudiants disparus et à informer régulièrement les familles de l'avancée des recherches.

Le prêtre Alejandro Solalinde s'excuse auprès des familles des disparus pour avoir rendu publics les témoignages concernant leurs enfants. Il s'explique ensuite sur sa visite de la veille à l'école normale d'Ayotzinapa, où on l'a empêché de donner une messe. « Je voudrais exprimer ma plus sincère solidarité vis-à-vis de la douleur des familles des étudiants, en vous certifiant que je n'ai jamais voulu rendre ce moment que vous traversez plus difficile encore. J'adresse mes prières pour que l'espoir continue à vous donner de la force dans vos recherches », écrit-il sur les pages de ses réseaux sociaux.

Des dizaines de jeunes se présentant comme des étudiants de l'école normale J. Guadalupe Rivera occupent les locaux de différents médias de l'État de Durango.

29 octobre

Le pape François annonce qu'il prie pour les 43 jeunes disparus à Iguala. « Je salue particulièrement le peuple mexicain qui souffre de la disparition de ses étudiants et de tant d'autres problèmes similaires. Que notre cœur de frères soit près d'eux, priant durant ce moment », déclare le souverain pontife.

Les parents des 43 étudiants arrivent au palais présidentiel de Los Pinos, pour s'entretenir en privé avec Enrique Peña Nieto. À la fin de la réunion, qui dure cinq heures, les pères et mères de famille annoncent qu'ils ne font pas confiance aux investigations du gouvernement fédéral. Le gouvernement, lui, fait part de ses dix engagements relatifs à la recherche des jeunes.

Des agents de la police fédérale et de la gendarmerie nationale étendent les recherches jusqu'à la rivière Cocula.

31 octobre

Aux alentours de midi, des manifestants arrivent devant la mairie d'Acapulco, après une marche dans la ville touristique, toujours pour exiger que soient ramenés vivants les 43 étudiants d'Ayotzinapa.

3 novembre

Un contingent de 43 représentants d'organisations civiles, lui, est parti d'Iguala dans une longue marche jusqu'à Mexico. Ils auront 191 kms à parcourir.

Durant une conférence de presse, des membres des familles des étudiants disparus accusent des fonctionnaires de l'État fédéral de n'avoir présenté aucune avancée de l'investigation gouvernementale, et répudient la Commission mixte de Suivi et d'Information sur les enquêtes, menée par le Bureau du Procureur général au Guerrero.

4 novembre

Dans la nuit, un peu avant 4h, les autorités confirment l'arrestation d'Abarca et de son épouse dans une maison d'Iztapalapa, à Mexico. L'opération policière, à laquelle ont participé une vingtaine d'agents issus d'un corps d'élite, s'est réalisée sans coup de feu.

5 novembre

C'est la troisième Journée mondiale pour Ayotzinapa. Des milliers de personnes manifestent à Mexico. Parallèlement, au moins 115 écoles dans tout le pays entament une grève nationale de trois jours.

7 novembre

Les familles des disparus se réunissent à nouveau avec le procureur Jesús Murillo Karam dans le hangar de l'aéroport du Guerrero ; ce dernier annonce, à la fin de la réunion, que « les recherches penchent pour l'assassinat d'un grand nombre de personnes », selon une information recueillie après l'arrestation de trois membres supposés des Guerreros Unidos – lesquels ont donné des détails sur l'assassinat de ces personnes, qui auraient été incinérées et dont leurs restes auraient été jetés dans des sacs.

Après la déclaration de Murillo Karam, les parents rétorquent que, tant qu'on ne leur aura pas donné pas de preuves tangibles, ils considéreront leurs

enfants vivants et que, par conséquent, ils continueront à les chercher jusqu'aux dernières conséquences, en dépit du fait que « le gouvernement veut faire croire à la société que les jeunes sont morts ». Ils récuse l'information récente du Bureau du Procureur selon laquelle les restes calcinés trouvés à Cocula seraient ceux des étudiants, arguant qu'elle ne repose sur aucune preuve scientifique clairement établie.

8 novembre

Des centaines de personnes manifestent à Mexico lors d'une nouvelle journée nationale de protestation. Les manifestants marchent pacifiquement depuis le Bureau du Procureur fédéral jusqu'au Zócalo, la grande place centrale de Mexico, où un groupe au visage couvert fait tomber les grilles qui protègent le Palais national [ancien Palais présidentiel], et les utilisent pour donner des coups dans la porte principale. Après avoir tagué des slogans, ils tentent de mettre le feu à la grande porte. 18 personnes sont arrêtées sur le moment.

Après une semaine de voyage, des manifestants arrivent à Mexico pour participer à la caravane 43x43.

Douze véhicules endommagés et tous les accès au palais de gouvernement du Guerrero [équivalent d'une grande préfecture] saccagés : c'est le bilan d'une manifestation réalisée dans la ville de Chilpancingo par près de 500 étudiants de l'école normale rurale d'Ayotzinapa.

9 novembre

Lors de la première escale de son voyage en Chine, le président Enrique Peña Nieto fait part, en Alaska, du deuil national dans lequel se trouve le pays à la suite de l'information transmise par le Bureau du Procureur général de la République (PGR). Il condamne toute dramatisation qui permettrait de justifier l'utilisation de la violence. Dès 9h, le cortège 43x43 reprend son parcours dans Mexico, les manifestants marchent du Jardin de Tlalpan jusqu'au Zocalo.

Les 18 détenus à l'origine des troubles sur la place du Zocalo sont relâchés. Parmi eux se trouvent des étudiants de l'UNAM, de l'Institut polytechnique national, de l'Institut de technologie de Monterrey, accompagnés d'acteurs de cinéma mexicains et du personnel des restaurants du centre historique.

10 novembre

Des normaliens, les parents des disparus ainsi que des professeurs de la Ceteg (Coordination étatique des travailleurs de l'éducation de Guerrero) bloquent les accès de l'aéroport d'Acapulco pendant trois heures en exigeant l'apparition des 43 jeunes d'Ayotzinapa.

Le gouverneur Rogelio Ortega interdit à la police préventive de l'État de Guerrero d'intervenir pour contenir les mouvements sociaux, afin d'éviter d'éventuelles accusations de répression.

11 novembre

Le congrès de Guerrero désigne Silvano Mandiola Pérez au poste de maire d'Iguala. Il remplace Luis Mazón, maire pendant cinq heures, puisqu'il fut nommé à cette fonction le 29 octobre et en démissionna le jour même.

L'équipe argentine d'anthropologie médico-légale (EAAF), en charge d'identifier les corps trouvés à Guerrero, informe qu'il n'existe aucune relation génétique entre les restes retrouvés sur les communes de Cocula, Iguala et de La Parota avec ceux des 43 normaliens disparus.

Le Secrétaire du Gouvernement mexicain, Miguel Angel Osorio Chong, et le Procureur général de la République, Jésus Murillo Aram, rencontrent les parents des normaliens disparus.

Un groupe de jeunes à visage couvert attaque les bureaux du «Parti Action National» (PAN) et du secrétariat de Finances de Morelia, dans l'État du Michoacán. Au siège du PAN, les manifestants cassent les portes, les fenêtres, le matériel et le mobilier, tandis qu'au secrétariat, ils mettent le feu à la porte principale en répandant de l'essence. Un groupe d'environ 500 personnes proteste contre la disparition des 43 normaliens lors du match amical de football du Mexique contre la Hollande. Les Mexicains entrent dans le stade en brandissant des pancartes sur lesquelles est écrit : «Nous sommes tous Ayotzinapa» ou «L'État est coupable».

12 novembre

Des représentants du gouvernement mexicain et les personnes en charge de l'affaire d'Iguala signent un accord pour que la Commission interaméricaine des Droits de l'Homme engage son

assistance technique au sein des enquêtes. Lors de la traditionnelle audience générale du mercredi sur la Place Saint-Pierre à Rome, le Pape François mentionne les 43 normaliens disparus et assure que l'affaire reflète la réalité du trafic de drogues : «Je voudrais exprimer aux Mexicains ici présents et à ceux qui se trouvent dans leur pays, ma proximité en ce moment douloureux qu'est, officiellement, la disparition des étudiants, mais qui est, chacun le sait, un véritable assassinat (...) La réalité dramatique de toute la criminalité qui se trouve derrière le commerce et le trafic de drogue est devenue visible. Je suis proche de vous et de vos familles.»

Les étudiants normaliens attaquent le siège du PRI (Parti révolutionnaire institutionnel) de l'État de Michoacán. Ils cassent les portes, les vitres, du matériel de calcul, du mobilier ; ils s'emparent de documents et les lancent au-dehors.

13 novembre

Les premiers contingents de la caravane d'information «Brigade nationale des 43 disparus» partent en direction de trois régions du pays à la recherche de soutien, afin de retrouver les jeunes normaliens et de faire connaître l'affaire Ayotzinapa.

Le premier groupe part de la commune de Tixtla dans l'État de Guerrero vers Chihuahua, Durango, Zacatecas, Jalisco et Michoacan. Un autre groupe met le cap au sud en direction des Chiapas, Oaxaca, Morelos et Tlaxcala. Le troisième contingent se dirige vers les villes de Guerrero, Tlapa, San Luis Zacatlan, Ayutla, Tecoanapa, Zihuatanejo, Atoyac et Acapulco.

14 novembre

Les professeurs, les étudiants des écoles normales et les parents des 43 normaliens disparus à Ayotzinapa manifestent dans les rues de Chilpancingo.

Un sondage de Parametria[1] révèle que 7 Mexicains sur 10 ne croient pas que la justice sera rendue dans l'affaire Ayotzinapa.

15 novembre

Le président Enrique Peña Nieto demande à ne pas ajouter au moment de peine et de douleur traversé par les familles des normaliens d'Ayotzinapa d'autres revendications qui inviteraient à verser dans la violence et le désordre.

Le 16 novembre

Environ 2500 personnes manifestent de manière pacifique de l'Ange de l'Indépendance au Monument de la Révolution afin d'exiger l'apparition des 43 disparus vivants.

Le 17 novembre

La « Brigade nationale » d'Ayotzinapa arrive à Oaxaca où s'organise une marche pour l'affaire d'Iguala. À la fin de la manifestation, un groupe de personnes lance des cocktails Molotov sur le siège du PRI d'Oaxaca.

Les professeurs de la Ceteg (Coordination étatique des travailleurs de l'éducation de l'État de Guerrero) et les étudiants s'emparent de la mairie d'Atlixac pour demander le retour des normaliens disparus en vie.

18 novembre

L'accord qui autorise l'assistance technique de la Commission interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH) auprès de l'État mexicain dans le cadre de l'affaire des 43 étudiants de l'École Normale Rurale « Raul Isidro Burgos » disparus le 26 septembre 2014 prend forme.

Le président Enrique Peña Nieto assure que, derrière les actes de violence commis après la disparition des 43 normaliens d'Ayotzinapa, se trouve « une volonté orchestrée de déstabiliser le pays » et d'attenter au projet dont est investi le gouvernement.

19 novembre

Trois caravanes menées par les parents des normaliens disparus d'Ayotzinapa se rejoignent dans les villes de Morelia, dans l'État de Tlaxcala et dans la région de la Costa Grande de Guerrero. Elles sont respectivement passées par le nord, par le centre et par le sud du pays. Ces trois groupes partent en direction de la capitale Mexico où ils rejoignent la quatrième Action globale pour Ayotzinapa.

20 novembre

Plus de 114 écoles gardent portes closes en soutien à Ayotzinapa ; des manifestations ont lieu dans plusieurs États de la République et dans différentes parties du monde.

Dans la capitale, plusieurs manifestations ont lieu aux alentours de 11h, dans le but de prendre l'aéroport de la ville ; les policiers immobilisent les manifestants aux environs du terminal aérien. Dans l'après-midi, à partir de 17h, les parents des normaliens disparus amorcent trois différentes manifestations. La première part de l'Ange de l'Indépendance, les deux autres partent du Monument à la Révolution, et de la place de Trois Cultures à Tlatelolco.

Les manifestations se déroulent de manière pacifique, pourtant, à la fin du meeting sur la place du Zocalo, des groupes de manifestants lancent des cocktails Molotov sur le Palais National. Au final, 31 personnes finissent emprisonnées.

21 novembre

Autour de 13h, les parents des normaliens disparus se réunissent pour la troisième fois avec les autorités fédérales à la Commission étatique des droits de l'Homme de Guerrero. Pendant la rencontre, ils apprennent la détention de l'ancien sous-directeur de la police de Cocula, César Nava Gonzales, dont on présume la participation dans la disparition des normaliens, le 26 septembre. À cette occasion, les parents se désengagent des troubles de la fin de la manifestation du 20 novembre.

La Commission nationale des Droits de l'homme assure que les agissements des polices fédérales et de la capitale après la manifestation du 20 novembre sur la place du Zocalo ont été une réaction pour contenir les expressions de violence des manifestants qui leur faisaient face.

Pendant l'après-midi, l'ambassade des États-Unis au Mexique recommande à ces citoyens d'éviter les voyages à Guerrero dont à Acapulco. Elle suggère également de « maintenir un haut niveau de vigilance », d'éviter les zones où se déroulent les manifestations et de prendre des précautions dans le cas où ils se trouveraient en proximité de celles-ci.

22 novembre

Des parents et des amis des détenus de la manifestation du jeudi 20 novembre au Zocalo, mais aussi des étudiants de l'Institut national des Beaux-Arts (INBA), défilent de l'Ange de l'Indépendance à la Sous-direction de la lutte contre la criminalité organisée, afin d'exiger la libération de 15 personnes détenues.

23 novembre

L'étudiant de l'Université autonome de la Ville de Mexico (UACM), José Manuel Morales Ruiz est libéré après avoir payé une caution de 50 000 pesos.

Des élèves de l'École normale de Ayotzinapa exigent la libération des détenus de la manifestation du Zocalo. Dans le même temps, ils prennent possession de deux radios à Chilpancingo. Ils émettent un message incitant le président Enrique Peña Nieto à renoncer au pouvoir, sous peine de voir les mobilisations augmenter.

Pendant ce temps, la Commission nationale des Droits de l'Homme (CNDH) envoie des visiteurs médicaux et des avocats dans les maisons d'arrêt fédérales Femenil, au n°4 de la rue Tepic à Nayarit et au n°5 de la rue Villa Aldama à Veracruz, afin d'interroger les onze personnes mises en détention la nuit du jeudi 20 novembre au Zócalo.

25 novembre

La PGR présente comme preuve contre les onze détenus du Zocalo le témoignage des mêmes policiers qui les ont arrêtés, et ajoute un élément « clé » pour affirmer qu'ils appartiennent à un « groupe collectif subversif » : les manifestants s'appelaient les uns et les autres « compas », c'est-à-dire « camarades ». Ces arguments à l'appui, le tribunal condamne les inculpés pour « délits de tentative d'homicide, d'émeute et d'association délictueuse ».

L'équipe d'anthropologues médico-légaux qui participe aux recherches sur les normaliens disparus, déclare que 3 des 30 corps trouvés à Pueblo Viejo, dans la commune d'Iguala, dans l'État de Guerrero, ne correspondent pas aux normaliens d'Ayotzinapa.

L'après-midi, les parents, amis et étudiants participent à la deuxième marche pour exiger la libération des 11 personnes détenues à l'issue de la manifestation du jeudi 20 novembre. Les manifestants partent de l'Ange de l'Indépendance et arrivent au Zocalo.

26 novembre

Cela fait deux mois que les 43 normaliens d'Ayotzinapa ont disparu.